

10 février 2020

António Guterres
Secrétaire général, Nations Unies
New York, NY USA

Appel à révoquer Agnes Kalibata d'AGRA en tant qu'envoyée spéciale au Sommet des systèmes alimentaires de l'ONU de 2021

Cher Secrétaire général Guterres,

Nous, soussignées 176 organisations de 83 pays, vous écrivons pour condamner et rejeter la nomination d'Agnes Kalibata, présidente de l'Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA), en tant qu'envoyée spéciale du Sommet des systèmes alimentaires de l'ONU de 2021.

Avec 820 millions de personnes souffrant de la faim et une crise climatique qui s'aggrave, il est urgent d'agir pour réaliser les objectifs de développement durable (ODD) d'ici 2030. Compte tenu de l'histoire d'AGRA, la nomination de sa présidente pour diriger, préparer et concevoir le Sommet en fera un autre forum visant à favoriser l'intérêt de l'agro-industrie au détriment des agriculteurs et de notre planète.

Fondée par la Fondation Bill et Melinda Gates et la Fondation Rockefeller, les efforts d'AGRA se sont concentrés sur la capture et le détournement des ressources publiques au profit des grandes entreprises. Leur modèle agricole à forte intensité en capital et très demandeur en intrants n'est pas durable sans des subventions constantes, issues de ressources publiques de plus en plus rares. Depuis 2006, AGRA a travaillé à l'ouverture de l'Afrique - considérée comme un marché inexploité pour les grandes entreprises qui vendent les semences commerciales, les organismes génétiquement modifiés, les engrais synthétiques faits d'énergies fossiles et les pesticides polluants. C'est une mauvaise approche centrée sur la production en monocultures par les grandes entreprises agroalimentaires au détriment des systèmes ruraux durables, du développement humain et de l'éradication de la pauvreté.

Ignorant les échecs passés de la révolution verte et de l'agriculture industrielle, AGRA continue de promouvoir la même chose, en orientant les agriculteurs dans les chaînes de valeur globales visant à exporter des produits standardisés. Les grands déséquilibres de pouvoir dans ces chaînes globales signifient que les grandes entreprises semencières, les propriétaires de silos, les sociétés de transport, les fabricants d'aliments pour animaux et les fonds d'investissement extraient et conservent la majorité de la valeur pour eux-mêmes, tandis que les agriculteurs restent piégés dans des cycles de pauvreté et de dette.

En outre, ce modèle d'agriculture industrielle basée sur les énergies fossiles est en train de détruire notre environnement. Les engrais synthétiques sont responsables d'une part importante des émissions de gaz à effet de serre. L'azote de ces engrais est mal absorbé par les plantes, puis s'infiltré dans les systèmes d'eau et s'échappe dans l'atmosphère sous forme d'oxyde nitreux. Le transport longue distance ajoute des émissions de carbone. Les agriculteurs familiaux, les éleveurs et les peuples

autochtones, qui sont les gardiens de la terre et les gardiens de la biodiversité agricole, sont marginalisés et forcés de quitter leurs terres, remplacés par des monocultures grandes consommatrices de pesticides.

Si le Sommet des systèmes alimentaires vise véritablement à «générer un élan, étendre les connaissances et partager l'expérience et les approches à travers le monde pour créer les bénéfices des systèmes alimentaires pour tous», Agnes Kalibata est inapte et la mauvaise candidate pour le diriger. Le monde doit changer de braquet en matière d'alimentation et d'agriculture afin de relever les grands défis de notre temps. Au-delà de l'augmentation des rendements agricoles, nous devons produire et consommer mieux. Nous avons besoin de cultures diversifiées et nutritives, produites de manière vraiment durable, préservant et rétablissant la santé et la fertilité de nos sols, gérant notre eau efficacement, assurant la résilience aux chocs climatiques et fournissant une nourriture et des revenus adéquats aux agriculteurs familiaux. La nomination de Mme Kalibata est une tentative délibérée de faire taire les agriculteurs du monde qui nourrissent, nourrissent et protègent la planète.

Comme stipulé dans la Déclaration des Nations Unies sur les droits des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales, la priorité devrait être de renforcer la souveraineté alimentaire, la lutte contre le changement climatique et la conservation de la biodiversité. Cela nécessite une transition rapide de l'agriculture industrielle dominée par les entreprises vers des exploitations familiales travaillant en harmonie avec la nature et préservant la biodiversité. L'agroécologie est une solution efficace pour un changement systémique qui puisse assurer des moyens de subsistance décentes aux populations rurales et le droit à une alimentation et une nutrition saines pour tous, tout en libérant les agriculteurs des cycles de la dette et de la dépendance.

AGRA et Mme Kalibata, qui siègent également au conseil d'administration du Centre international de développement des engrais (IFDC), sont des marionnettes des sociétés agro-industrielles et de leurs actionnaires. Dirigé par Mme Kalibata, le Sommet ne sera rien d'autre qu'un moyen de favoriser la prédation des grandes entreprises sur les personnes et les systèmes naturels. Nous vous demandons donc de révoquer immédiatement la nomination de Mme Kalibata.

Salutations distinguées,

Signataires :

ACT NOW!, Papua New Guinea

Action Aid International, International

Africa Faith and Justice Network (AFJN), International

African Women's Network for Community management of Forests (REFACOF), Cameroon

Agroecology Research-Action Collective (ARC), International

All India Kisan Sabha, India

All India Union of Forest Working People, India

Alliance for Sustainable & Holistic Agriculture (ASHA), India

Alternative Learning Center for Agricultural and Livelihood Development (ALCADEV, INC), Philippines

ATTAC Hungary Association, Hungary

Autre Terre, Belgium

Banana Link, UK

Biowatch South Africa, South Africa
CELCOR, Papua New Guinea
Center for Agroecology, Water and Resilience, UK
Center for Development Programs in the Cordillera (CDPC), Philippines
Centre d'études et d'expérimentations économiques et sociales de l'Afrique de l'Ouest, International
Centre International de Formation en Agroécologie Nyéléni, Mali
Centro de Documentación en Derechos Humanos "Segundo Montes Mozo S.J." (CSMM), Ecuador
Centro Interdisciplinario de Investigación y Desarrollo Alternativo, U Yich Lu'um, Mexico
Cercle pour la Défense de l'Environnement (CEDEN), Democratic Republic of Congo
CCFD-Terre Solidaire, France
Community Alliance for Global Justice/AGRA Watch, USA
Coordination Nationale des Organisations Paysannes (CNOP), Mali
CNCD-11.11.11., Belgium
Cultural Survival, International
Eat for the Earth, USA
Eco Custodian Advocates, Papua New Guinea
Entraide et Fraternité, Belgium
Environmental Monitoring Group, South Africa
Eclosio, Belgium
Ecological Solutions Foundation, Solomon Islands
Ecumenical Academy (Ekumenická akademie), Czech Republic
ETC Group, Global
Europe Third World Center, Switzerland
Fair Food Alliance Brisbane, Australia
Farmworker Association of Florida, USA
FOCO Foro Ciudadano de Participación, Argentina
Food Connect Foundation, Australia
Food Sovereignty Ghana, Ghana
Forest Peoples Programme, UK
Federation of Friends of the Earth International (76 national organizations)
Fundacion para Estudio e Investigacion de la Mujer, Argentina
Global Aktion, Denmark
Global Forest Coalition, International
GRAIN, International
Gram Bharati Samiti (GBS), India
Green Development Advocates (GDA), Cameroon
Green Scenery, Sierra Leone
Groundswell International, Global
Health of Mother Earth Foundation, Nigeria
Human Rights Defenders Network, Sierra Leone
Indian Social Action Forum (INSAF), India
Iowa Citizens for Community Improvement (Iowa CCI), USA
Jagrit Adivasi Dalit Sangathan, India
Jubilee Australia, Australia
La Route du Sel et de l'Espoir, France
La Via Campesina, Denmark
Iles de Paix, Belgium
Inyanda National Land Movement, South Africa

Louvain Cooperation, Belgium
Movimento dos Trabalhadores Rurais Sem Terra (MST), Brazil
Mindanao Interfaith Services Foundation, Inc. (MISFI), Philippines
National Association of Professional Environmentalists (NAPE), Uganda
Network Movement for Justice and Development, Sierra Leone
Never Ending Food, Malawi
Occidental Arts and Ecology Center, USA
People's Coalition on Food Sovereignty (PCFS), International
Plateforme Nationale des Organisations Paysannes et de Producteurs Agricoles du Bénin (PNOPPA), Benin
PLANT (Partners for the Land & Agricultural Needs of Traditional Peoples), Brazil
Popular Education & Action Centre (PEACE), India
PROSALUS, Spain
Rapad Maroc, Morocco
Regional Center for International Development Cooperation(RCIDC) International, Uganda
Rural Initiative on Participatory Agriculture Network (RIPAN), Kenya
Rural Women's Assembly Southern Africa, South Africa
Sahara Bahuuddeshiyai Sanstha Kinhi, India
Sahayak Trust, India
Send a Cow (Burundi, Ethiopia, Kenya, Rwanda, Uganda, and Zambia)
Social Watch, International
Solidagro, Belgium
Solidarité des Femmes Burundaises pour le Bien Être Social et le Progrès au Burundi, SFBSP, Burundi
SOS Faim Belgique, Belgium
Sierra Leone Adult Education Association (SLADEA), Sierra Leone
Southern African Faith Communities Environment Institute (SAFCEI), South Africa
Support for Women in Agriculture and Environment (SWAGEN), Uganda
Tamil Nadu organic farmers federation, India
The Oakland Institute, USA
The Trust for Community Outreach and Education, South Africa
ToxicsWatch Alliance, India
Undral Gombodorj, Democracy Education Center (DEMO), Mongolia
United for the protection of Human Rights (UPHR-SL), Sierra Leone
Washington Biotechnology Action Council, USA
World Animal Net, International
World Family, UK
Zambia Alliance for Agroecology and Biodiversity, Zambia